

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE ROY

3 ALL DE LA QUANTINERIE
16200 Sigogne

Références : 2026 004 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE ROY implanté 3 ALL DE LA QUANTINERIE 16200 Sigogne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE ROY
- 3 ALL DE LA QUANTINERIE 16200 Sigogne
- Code AIOT : 0007205594
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Distillerie ROY est autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 2008 à exploiter les installations classées suivantes :

- un chai de vinification composé de 3 pressoirs de 70 hl et d'une cuverie à vins d'une capacité de 13 000 hl ;
- une distillerie de 11 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, comprenant un chai de distillation d'une capacité de 10 m³ ;

- un bâtiment de stockage d'alcools, divisé en 6 locaux, d'une capacité totale de stockage de 350 m³ ;
- une tour aéroréfrigérante d'une puissance de 175 kW.

Par APC de 2024, une extension des activités de distillation est autorisée (ajout de 4 alambics). Au vu de la conjoncture du Cognac, l'extension n'a pas encore été réalisée.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prélèvement et consommation d'eau	AP Complémentaire du 11/01/2008, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Mises à la terre	AP Complémentaire du 11/01/2008, article 11.6	Demande d'action corrective	2 mois
11	Désenfumage	AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.5	Demande d'action corrective	3 mois
14	Ecoulement accidentel	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
15	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des stockages d'alcools	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 4	Sans objet
2	Accessibilité pompiers	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 5	Sans objet
3	Confinement des eaux d'extinction – nouvelle distillerie	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 7	Sans objet
4	Détection liquide en point bas de la nouvelle distillerie	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 8	Sans objet
5	Détection de vapeurs inflammables – nouvelle distillerie	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 9	Sans objet
6	Dispositions complémentaires de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Rétentions associées aux chais	AP Complémentaire du 07/10/2024, article 11	Sans objet
10	Installations électriques	AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.4	Sans objet
12	Extincteurs	AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.5	Sans objet
13	Réserves d'eau	AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la conjoncture actuelle, l'extension (ajout de 4 alambics) n'a pas été réalisée.

Le contrôle réalisé sur les installations existantes a permis de relever quelques constats auxquels l'exploitant doit remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des stockages d'alcools

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Désignation du chai	Modalités de stockage	Surface	Capacité de stockage maximale
Chai A	Fûts en bois	60 m ²	43,2 m ³
Chai B	Fûts en bois	136 m ²	84 m ³
Chai C	Fûts en bois	68 m ²	31,5 m ³
Chai D	Tonneaux en bois	92 m ²	75,6 m ³
Chai E	Cuves inox	42 m ²	52 m ³
Chai F	Cuves inox	88 m ²	140 m ³
Chai de distillation	Cuves inox	37,44 m ²	25,8 m ³
Nouveau local cuverie	Cuves inox	60 m ²	12,2 m ³

Constats :

Lors de la visite des installations, l'exploitant a présenté l'état des stocks d'alcools dans les chais :

- chai A : 36,7 m³
- chai B : 83,4 m³
- chai C : 29,4 m³
- chai D : 73,6 m³
- chai E : 31,8 m³
- chai F : 117,9 m³

Les quantités d'alcools présentes sont conformes aux quantités autorisées.
La visite des chais B et F a permis de relever que les contenants de stockage d'alcools sont conformes aux dispositions de l'AP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessibilité pompiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En l'absence de possibilité de disposer d'une voie engins accessible sur tout le périmètre de la nouvelle distillerie et en l'absence d'aire de retournement à l'issue de la voie engin en impasse permettant d'accéder à la distillerie existante, l'exploitant réalise préalablement à la mise en service de l'extension, une étude technique visant à installer un dispositif fixe permettant le refroidissement des façades non accessibles par les engins du SDIS du bâtiment abritant les distilleries (existante et nouvelle) et les chais de distillation. Ce dispositif doit être dimensionné à une réserve d'eau adéquate et sa mise en fonctionnement peut être manuelle et également automatique ; dans ce cas, les modalités de mise en route automatiques doivent être définies et encadrées par des procédures d'exploitation. Un tel dispositif de refroidissement est mis en place au plus tard à la mise en service de l'extension.</p> <p>Suivant ces mêmes délais, l'exploitant peut proposer la mise en place de mesures compensatoires dont il justifie l'équivalence en termes d'efficacité. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures compensatoires déployées et les justificatifs de leur efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 18/11/2025, l'exploitant a indiqué que le projet d'extension de la distillerie a été « définitivement abandonné pour plusieurs années, compte tenu du contexte économique. Aucune modification n'a été réalisée sur le site ».</p> <p>La disposition ci-dessus est donc sans objet à date.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction – nouvelle distillerie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de la nouvelle distillerie, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>À cet effet, l'exploitant évalue les capacités de confinement des eaux d'extinction d'incendie préalablement à la mise en service de l'extension. Cette évaluation est réalisée en application des</p>

dispositions de la règle D9A - version de juin 2020. À l'issue de cette évaluation, l'exploitant met en place, au plus tard à la mise en service de l'extension, les dispositions nécessaires pour disposer d'une capacité de confinement permanente sur site (maintien d'un volume disponible en toutes circonstances).
Constats : Par courriel du 18/11/2025, l'exploitant a indiqué que le projet d'extension de la distillerie a été « définitivement abandonné pour plusieurs années, compte tenu du contexte économique. Aucune modification n'a été réalisée sur le site ». La disposition ci-dessus est donc sans objet à date.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection liquide en point bas de la nouvelle distillerie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Au plus tard à la mise en service de l'extension, une détection de liquide placée dans un point bas de la rétention du local de la nouvelle distillerie est installée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : Par courriel du 18/11/2025, l'exploitant a indiqué que le projet d'extension de la distillerie a été « définitivement abandonné pour plusieurs années, compte tenu du contexte économique. Aucune modification n'a été réalisée sur le site ». La disposition ci-dessus est donc sans objet à date.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection de vapeurs inflammables – nouvelle distillerie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Au plus tard à la mise en service de l'extension, un système de détection de vapeurs inflammables est installé dans le local de la nouvelle distillerie. Le déclenchement de la détection, à des niveaux de sensibilité appropriés, entraîne une alarme et l'arrêt des unités de distillation. Les niveaux de sensibilité correspondants sont adaptés aux situations. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Constats : Par courriel du 18/11/2025, l'exploitant a indiqué que le projet d'extension de la distillerie a été « définitivement abandonné pour plusieurs années, compte tenu du contexte économique. Aucune modification n'a été réalisée sur le site ». La disposition ci-dessus est donc sans objet à date.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions complémentaires de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : En sus des dispositions listées dans l'arrêté préfectoral du 11/01/2008 susvisé, l'exploitant met en place les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> -une voie à la façade sud de la distillerie existante, respectant les caractéristiques d'une voie engins du SDIS (pour permettre à un camion de secours d'intervenir sur cette façade), est créée ; en outre, un chemin carrossable et empierré le long de cette façade est créé ainsi que d'un portillon en fond du chemin pour permettre un 2nd accès aux pompiers sur site ; -le passage ouvert entre la nouvelle distillerie et l'atelier attenant est condamné par des matériaux de degré coupe-feu a minima 2h ; -la nouvelle distillerie ne comporte aucun local de vie à la destination des distillateurs ; -les portes de la nouvelle distillerie vers le nouveau chai de distillation sont a minima EI 120 ; -la nouvelle distillerie et le nouveau chai de distillation sont respectivement pourvus d'installation de désenfumage conforme (a minima 2 m² pour la distillerie et 1 m² pour le chai) et associé à des commandes automatiques et manuelles. -préalablement à la mise en service de l'extension, les travaux de mise en conformité foudre, pour le nouveau bâtiment de distillation / chai de distillation, sont mis opérés par l'exploitant conformément aux études foudre réalisées dans ce cadre.
Constats : Par courriel du 18/11/2025, l'exploitant a indiqué que le projet d'extension de la distillerie a été « définitivement abandonné pour plusieurs années, compte tenu du contexte économique. Aucune modification n'a été réalisée sur le site ». Les dispositions ci-dessus sont donc sans objet à date.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réentions associées aux chais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2024, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée :

<p>Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand récipient, - 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection s'est rendue dans les chais B et F pour s'assurer d'une rétention interne conforme.</p> <p>La hauteur minimale de rétention attendue pour le chai B doit être de 30 cm environ et de 80 cm pour le chai F. Lors de la visite des installations, la hauteur de rétention observée dans les deux chais était conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prélèvement et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2008, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - forage : limite 4 m³/h, 21 m³/j et 2250 m³/an ; - AEP : 300 m³/an. <p>Les installations de prélèvements doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>...</p> <p>Le ou les ouvrages de raccordement, sur le réseau public, sur le forage en nappe, est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les relevés de consommation sont suivis dans un registre et on peut noter les quantités suivantes en exploitant le fichier manuscrit transmis en faisant une différence des consommations d'eau relevées au compteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 06/01/2023 au 29/12/2023 : près de 3700 m³ ont été utilisés ; - du 05/01/2024 au 27/12/2024 : près de 3190 m³ ont été utilisés ; - du 03/01/2025 au 14/11/2025 : près de 2960 m³ ont été utilisés. <p>Au vu des relevés, la consommation maximale horaire et journalière n'est jamais atteinte ; en revanche, le prélèvement annuel réglementé de 2250 m³/an sur le forage est dépassé.</p> <p>L'exploitant précise qu'il dispose d'un compteur qui suit les consommations générales de l'exploitation du site et un autre pour suivre la consommation d'eau au niveau de la distillerie</p>

<p>Aussi, l'exploitant fait réaliser un contrôle et une maintenance annuels des systèmes de disconnexion. L'APAVE a réalisé ce contrôle le 12/11/2025. Le système de disconnexion présent dans le local traitement TAR est vu conforme sans anomalie.</p> <p>Un système de disconnexion est également présent dans le local où l'eau du forage arrive (attenant au chai B) ; celui-ci n'est en revanche pas contrôlé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - porter à la connaissance de l'administration de l'augmentation des consommations d'eau pour les activités de l'établissement et d'en détailler les impacts ; - programmer un contrôle de conformité du système de disconnexion au plus près de l'arrivée de l'eau du forage se trouvant un local attenant au chai B.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Mises à la terre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2008, article 11.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones à risque, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.</p> <p>L'ensemble doit être mis à la terre. Les valeurs des résistances de prises de terre sont conformes aux normes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, les cuves inox du chai F étaient bien mises à la terre. En revanche, les cuves dans la distillerie ne le sont pas tous.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre à la terre l'ensemble des installations le requérant et plus particulièrement les cuves de la distillerie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.4</p>

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant à l'intérieur de la distillerie sont au minimum IP 55.
Constats : Les pompes de transfert d'alcools contrôlées par sondage étaient toutes bien IP 55 (une pompe dans le chai B et une pompe dans la distillerie).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les locaux abritant les alambics et le chai de distillation doivent comporter un dispositif de désenfumage. La surface utile du dispositif de désenfumage doit être au moins de 1 % de la surface du local au sol avec au minimum 1 m ² . Ce dispositif peut être constitué pour 50 % de matériaux légers fusibles à la chaleur. Les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur doivent être facilement accessibles depuis au moins une issue.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté que la distillerie n'était dotée d'aucun dispositif de désenfumage. L'exploitant a indiqué qu'un tel dispositif pourrait être installé en toiture ; ce dernier disposant d'un dispositif de type velux à disposition. Le désenfumage dans la distillerie devra couvrir les deux zones de celle-ci.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place un système de désenfumage conforme au sein de la distillerie et répondant aux dispositions réglementaires supra.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Extincteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : La distillerie est dotée d'au moins deux extincteurs portatifs ayant une puissance extinctrice minimale de 144 B placés de préférence près des issues.
Constats : Chubb a contrôlé les extincteurs du site en juin 2025. Un certificat Q4 a été mis et conclut que « l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 ». Lors de la visite des installations de distillation et des chais, des extincteurs portatifs ont été constatés et au sein de la distillerie, il y a plus de 2 extincteurs ayant une puissance extinctrice supérieure à 144 B.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Réserves d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2008, article 13.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : La distillerie est pourvue d'une réserve d'eau d'une capacité minimale de 260 m ³ équipée d'un système d'aspiration fixe pour les services de secours.
Constats : Une réserve incendie est présente à proximité du site d'une capacité de 420 m ³ et associée à 4 prises pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Écoulement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Ces portes sont équipées d'un seuil ou d'un caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammés ou non vers l'extérieur.
Constats : Lors de la visite de la distillerie, il a été constaté la présence d'une bouche d'aération située au

niveau du sol et sans seuil (donnant directement vers l'extérieur). Cette configuration est susceptible d'induire en cas d'écoulement accidentel d'une nappe d'alcools enflammés, une propagation de l'incendie vers l'extérieur de la distillerie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de modifier la configuration de ladite bouche d'aération et de tout autre ouvrant susceptible d'être dans la même configuration pour limiter les écoulements de liquides enflammés vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : <p>Les installations électriques du site ont été contrôlées par l'APAVE le 24/06/2025. Le certificat Q18 transmis conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>En revanche, le certificat Q18 consigne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification des installations électriques n'a été que partielle alors que toutes les installations doivent être contrôlées chaque année en totalité ; - le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) n'a pas été transmis au contrôleur alors que des zones à risque d'explosion sont présentes au sein des installations. <p>L'exploitant précise qu'aucune vérification complémentaire des installations électriques n'a été réalisée. En revanche, l'exploitant explique que le contrôle des installations électriques a été partiel puisque des travaux étaient en cours pour le remplacement de toute l'installation électrique permettant la régulation de l'eau au sein de la distillerie (le TGBT était alors coupé).</p> <p>Aucun DRPCE n'a été établi pour cet établissement. En revanche, l'exploitant a fait réaliser une étude ATEX en janvier 2020 qui liste plusieurs actions à mettre en œuvre dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matérialisations des zones ATEX du site en apposant les pictogrammes « Ex » à cet effet : aucun pictogramme EX n'était présent le jour de l'inspection ; - le remplacement des sondes de température des alambics par des sondes ATEX : l'exploitant a précisé que près de 70 % des sondes avaient été remplacées sans toutefois justifier leur conformité ATEX ;

<p>- l'installation d'un système d'extraction au niveau de la zone tampon dans la distillerie où se trouve une cuve d'alcools dans un local isolé : aucun système d'extraction n'a été installé mais l'exploitant peut davantage étudier la possibilité de doter ce local d'une ventilation naturelle suffisante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser une vérification complète des installations électriques dont celles non contrôlées lors du contrôle de juin 2025 ; - de présenter lors du prochain contrôle des installations électriques au contrôleur, les plans des zones à risque, les zonages ATEX... de sorte que le contrôleur dispose de tous les éléments d'appréciation nécessaires à la réalisation de sa vérification électrique ; - de réaliser un DRPCE conforme aux exigences en vigueur ; - de justifier à l'inspection de la mise en place des actions demandées dans l'étude ATEX de janvier ou à défaut, de justifier que les mesures alternatives prises s'avèrent équivalentes en termes de maîtrise du risque.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>